

## Bureau national 6 juin 2024

### Note actualités sociales

Le gouvernement a confirmé vouloir mener une nouvelle réforme d'ampleur de l'Assurance-chômage sans même attendre d'avoir complètement appliqué les précédentes.

Celle-ci touchera durement les privé-es d'emploi mais concerne l'ensemble du salariat. En effet, près de la moitié des salarié-es connaissent au moins une période de chômage dans leur carrière. De plus, le durcissement des conditions d'accès tire vers le bas l'ensemble des rémunérations. Si les organisations syndicales ont historiquement du mal à mobiliser sur ce sujet, nous ne pouvons rester spectateurs et spectatrices face à cette réforme qui va accentuer la précarité de dizaines de milliers de personnes.

Solidaires propose ainsi à l'intersyndicale à 8 une prise de position commune mais aussi d'engager un calendrier d'actions. De plus, nous devons continuer à démonter le discours du gouvernement, tant sur la réforme elle-même que sur sa motivation réelle qui est d'envoyer des signaux aux agences de notation. C'est également le cas sur le logement où une nouvelle loi Kasbarian de vente à la découpe du logement social et d'expulsion des classes populaires est actuellement au Parlement (une mobilisation est prévue devant le Sénat le 18 juin). La dette publique n'est qu'un prétexte pour détruire les services publics et faire les poches aux travailleurs et aux travailleuses.

**Y a-t-il des perspectives de mobilisation dans vos secteurs contre la réforme de l'Assurance-chômage ? Quelles propositions de riposte interprofessionnelle pouvons-nous construire ?**

Dans la Fonction publique justement, le gouvernement persiste et signe à engager une réforme que personne n'a réclamé. L'Union syndicale Solidaires a décidé de mener une campagne interprofessionnelle sur le sujet. Les organisations de la FP ont programmé une journée "stratégie et revendications" dédiée. Une formation interne sera proposée. Un matériel (autocollants, affiches) sera envoyé début juillet puis en septembre. Pour Solidaires, la riposte à cette réforme doit se mener y compris dans un arc unitaire restreint avec les organisations qui souhaitent réellement la combattre. **Un point plus complet sera proposé au CN de juillet au cours duquel la stratégie et le calendrier d'action seront discutés.**

Troisième front attendu, une nouvelle loi Travail à l'automne. Ministre du travail à temps partiel, Christine Vautrin reste évasive sur son contenu. Si elle devait traduire les ANI dans la loi, il est possible qu'une refonte des seuils sociaux poussée par Bercy y figure.

En Kanaky, la situation reste explosive. Solidaires participe de longue date au collectif Solidarité Kanaky. En complément, nous avons proposé à l'intersyndicale de rencontrer l'USTKE ainsi qu'une initiative commune intersyndicale fin juin.

La mobilisation pour que cesse la guerre à Gaza est à la fois compliquée à mettre en œuvre dans les structures de Solidaires et prend de l'ampleur suite aux massacres à Rafah et les condamnations possibles un jour de Netanyahu pour crimes de guerre.

**Quelle information et relais dans vos structures des positionnements internationaux de Solidaires ? des manifestations et rassemblements ?**

Les élections européennes se tiennent dimanche 8 juin. Solidaires a publié un tract démontant l'imposture sociale du RN et appelle à ne pas donner une seule voix du monde du travail à l'extrême droite. Cela était également l'objet de la table-ronde que nous avons organisée à l'occasion du FEEL (Festival pour une Europe sans Extrême-droite) que nous avons coorganisé. Le danger de l'extrême droite nous est rappelé d'autant plus concrètement que nous avons également participé à la manifestation du 1er juin et au rassemblement du 5 juin à l'occasion du 11e anniversaire de la mort de notre camarade Clément Méric tué par des néo-nazis. Pour mémoire, nous devons étudier au CN de juillet le projet de protocole annexé à la réso 3 du congrès et reporté à un CN, et visant à répondre à l'éventuelle présence de militant-es d'extrême droite dans nos organisations.

Le 8 juin sera également une journée de mobilisation pour les libertés publiques (à l'initiative de la coalition du même nom) fortement menacées par un gouvernement de plus en plus illibéral. Atteinte à la liberté d'expression, procédures baillons, répression antisyndicale, fermetures préventives d'universités pour empêcher les mobilisations, convocations au commissariat de responsables politiques, associatifs, syndicaux... Les raisons de s'inquiéter et de se mobiliser ne manquent pas.

**Quel investissement de Solidaires dans la coalition ? Comment éviter le recul général des libertés ?**

Enfin, les Jeux Olympiques et Paralympiques approchent. Nous devons améliorer entre nous l'échange d'information sur les négociations et mobilisations des secteurs en amont de cet événement. Le GT dédié est bien trop peu fourni à quelques semaines du début de l'événement. Surtout, nous n'avons à ce stade que trop peu d'initiatives organisées pour s'adresser concrètement aux dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses (mais aussi bénévoles) qui seront mobilisé-es lors de cet événement.

Si certaines organisations (SUD HR, SUD Prévention et sécurité, Solidaires Intérim, SUD PTT (P2ST)...) sont sans doute plus directement concernées, il y aurait nécessité d'une réelle prise en charge interprofessionnelle (diffusion de tract, permanences d'information sur les droits...) notamment en Île-de-France mais dans toutes les villes concernées par les compétitions.

**Comment pouvons-nous dans le mois qui reste nous préparer concrètement à être à la hauteur de l'enjeu syndical ?**